

Le figaro 17/09/2012

«Que le gouvernement nous fasse confiance»

Par [Yann Le Galès](#), [Jacques-Olivier Martin](#) Mis à jour le 17/09/2012 à 12:37 | publié le 16/09/2012 à 23:20
[Réactions \(9\)](#)



Pierre Gattaz, président du GFI. Crédits photo : FRANCOIS BOUCHON/FRANCOIS BOUCHON

INTERVIEW - Pour doper l'investissement et les créations d'emplois, Pierre Gattaz, président du GFI, veut une baisse des charges, plus de flexibilité et une réduction des dépenses publiques. Il s'insurge contre la stigmatisation des patrons.

Le président du [Groupement des fédérations industrielles](#) (GFI) qui représente environ 80% de l'industrie française. Il juge sévèrement les premiers pas du gouvernement, appelle à un choc de compétitivité et une baisse des dépenses publiques.

LE FIGARO.- Comment jugez-vous les premiers mois du gouvernement?

Pierre GATTAZ.- Je suis inquiet. La conjoncture en Europe n'est pas bonne et l'Asie ralentit. C'est une période extrêmement difficile. À cela s'ajoute une pression fiscale sans précédent. Le gouvernement va alourdir de 10 milliards la fiscalité de l'entreprise. Il prend des mesures fiscales visant les chefs d'entreprise, les cadres, les salariés, les transmissions et le patrimoine. Trop c'est trop! Nous sommes prêts à contribuer à certains efforts. Mais en contrepartie, on fait trop peu pour réduire les dépenses publiques, ce qui est pourtant le grand problème de la France. Ce déséquilibre est très démotivant.

Le gouvernement a pourtant annoncé 10 milliards de baisses des dépenses publiques?

Il ne suffit pas de se contenter de geler ponctuellement la hausse des dépenses. Que l'État s'engage aussi dans des baisses de dépenses. Pour améliorer la compétitivité, pourquoi ne pas nommer un commissaire chargé de proposer des mesures visant à réduire fortement et structurellement les dépenses publiques et à faire des gains de productivité? Baissons les coûts de structure de l'entreprise France, comme nous le faisons continuellement dans nos entreprises.

En cette rentrée, ne voyez-vous pas des changements de la part du gouvernement?

À défaut de certitudes, nous avons deux espérances. Le gouvernement semble vouloir prendre des mesures pour améliorer la compétitivité, notamment en réduisant le coût du travail supporté par les entreprises. Il a confié une mission sur ce sujet à Louis Gallois. Deuxième espérance, l'amélioration de la flexisécurité sur le marché du travail. Le document remis récemment par le gouvernement aux partenaires sociaux ouvre la voie à des accords possibles, peut-être historiques. Si ces deux espérances permettant de baisser le coût du travail et d'améliorer l'agilité des entreprises se concrétisent, alors le gouvernement aura bien joué.

Que souhaitez-vous pour améliorer la compétitivité?

Nous espérons 50 milliards d'euros de baisses de charges supportées par les entreprises et l'assurance que ces baisses ne seront pas compensées par un feu d'artifice de nouvelles taxes sur les entreprises. L'idéal serait de transférer ces charges en partie sur la TVA et en partie sur la [CSG](#).

À quelle hauteur?

Une hausse par exemple de deux points de la CSG et de trois points de la [TVA](#). Ce qui non seulement créerait un vrai choc de compétitivité pour les entreprises mais permettrait aussi de donner un coup de pouce aux salaires nets.

Qu'attendez-vous des négociations sur la sécurisation de l'emploi lancées par le ministre du Travail?

Nous souhaitons que les entreprises puissent avoir davantage de flexibilité quand les temps sont difficiles. Elles doivent pouvoir s'adapter pour rebondir en recourant rapidement au chômage partiel, au prêt de personnel car les industriels veulent garder leurs salariés. Ces mesures ont été mises en place avec efficacité par les Allemands. Il faut aussi sécuriser juridiquement les plans de licenciement et travailler sur l'employabilité de nos salariés tout au long de la vie pour réduire le chômage. Car notre problème à tous, c'est de recréer des emplois en France.

Les industriels sont-ils prêts à accepter des contreparties à ces baisses des charges?

Nous sommes déjà surchargés de contraintes. Que le gouvernement libère les énergies et nous fasse confiance. Les entreprises sont les seules à même de créer richesse et croissance. Or, aujourd'hui, notre situation s'est dégradée. La marge brute de l'industrie en France s'élève à 27% contre 37% en Allemagne et en Europe. Celle des PME de 24%. Elle n'a cessé de baisser depuis dix ans. 50 milliards d'euros de charges en moins pour les entreprises, c'est 3 à 5 points de marges gagnés. Les entreprises gagneraient en compétitivité, notamment en Europe, et pourraient réinvestir, innover et embaucher.

Le financement est-il la première préoccupation des PME comme l'affirme le gouvernement?

C'est en effet une priorité pour les PME. Mais globalement, la première priorité est, pour moi, la flexisécurité car il ne faut plus avoir peur d'embaucher en France. La deuxième est le coût du travail. La troisième priorité est de créer un environnement de confiance. Il faut une réglementation stabilisée, simplifiée et souple dans le domaine social et bien évidemment retrouver de la sérénité fiscale, élément clé de la confiance pour continuer à investir en France. Il serait bien de redéfinir une vision industrielle pour le pays, dans les marchés du futur comme l'énergie, la santé ou le numérique. Et là, tout reste à faire.

Les chefs d'entreprise ont-ils le sentiment d'être vilipendés par le gouvernement?

Nous attendons de la considération alors que nous sommes stigmatisés. Les débats sur la taxation des très hauts revenus ne font que dégrader notre image auprès des Français. C'est détestable. Les chefs d'entreprise sont fondamentalement patriotes.

Comment avez-vous réagi à [l'annonce de la demande de nationalité belge de Bernard Arnault](#)?

Je suis profondément attristé que dans un pays comme la France des élites et des talents puissent être tentés de partir. On devrait au contraire les choyer car ils créent de l'emploi. Les mauvais patriotes sont-ils ceux qui partent ou ceux qui font fuir les talents?

Serez-vous candidat à la présidence du [Medef](#) en juin 2013?

Je n'y pense pas encore en me rasant...

LES ECHOS 31/08/2012

ECONOMIE ET POLITIQUE

« Ces messieurs se rasent tous les matins, et ils y pensent... »

Par [Veronique Le Billon](#) | 31/08 | 07:00

Pierre Gattaz, « gaulliste pragmatique »

A cinquante-deux ans, le président du Groupe des fédérations industrielles (GFI) sait que son nom circule, mais il pose en préalable à toute candidature la préparation d'un projet. Ce « *gaulliste pragmatique* », comme le décrit un proche, voudrait que le Medef - où il siège au conseil exécutif - s'occupe davantage d'industrie et de prospective, et un peu moins de questions sociales. Président de la Fédération des industries électriques et électroniques (Fieec), il est passionné avant toute chose par son entreprise, et n'hésite pas à sortir de son cartable, au restaurant, les connecteurs qu'il fabrique, notamment pour l'aéronautique. Radiall, 200 millions d'euros de chiffre d'affaires, et 2.500 salariés (dont la moitié en France), est toujours dans les mains de la famille. « *Son problème, c'est son prénom* », estiment d'ailleurs certains, en référence à son père Yvon, président du CNPF entre 1981 et 1986. Lui assure avoir des relations très simples avec son père. « *Je ne m'en occupe pas, assure Yvon Gattaz. Il a les qualités, il jugera lui-même* ».

S'il veut être candidat à la présidence du Medef, Pierre Gattaz devrait probablement élargir son discours très pro-industrie aux services. « *Tout est dans tout* », assurait-il dans son livre « *Le Printemps des magiciens* ». Il devrait aussi travailler davantage avec les syndicats, qu'il connaît peu. Certains doutent encore de sa candidature, et la métallurgie - il est membre du bureau de l'UIMM depuis l'an dernier - ne laisse rien transparaître de ses intentions à son égard. « *Il n'ira pas s'il n'a pas davantage d'assurances de la part de l'UIMM* », commente un observateur.